



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2014- 1**

**Séance du 27 janvier 2014 à dix-huit heures trente**

L'an deux mille quatorze, le vingt sept janvier à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents:**

MM Caizergues, Giner, Hervet, Laget, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Weber  
Mmes Albigès, Bathfield, Cipra, Durand, Fraisse, Olivier, Pervent, Vella, Vilaplana

**Absents excusés:**

M. Billette procuration à M. Caizergues, Castellon, Detranchant, Ruiz  
Mme Planchon

**Secrétaire de séance:** Mme Vilaplana

**Nombre de membres en exercice:** 23

**Présents:** 18

**Absents:** 4

**Procurations:** 1

**Votants:** 19

**Date de convocation et affichage**

23 janvier 2014

**Objet:** déclaration annuelle imputation en section d'investissement des biens meubles inférieurs à 500€

M. le maire donne la parole à M. Jean-Jacques LAGET, adjoint aux finances qui rappelle que la circulaire interministérielle n° INT B87 00120 C du 28 avril 1987 précise les règles d'imputation budgétaire des dépenses du secteur public local.

Par ailleurs, l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1998 a modifié les articles L 2122-21, L 3221-2 et L 4231-2 du code général des Collectivités Territoriales en donnant aux assemblées délibérantes la compétence pour décider qu'un bien meuble de faible valeur puisse être imputé en section d'investissement.

L'arrêté NOR/INT/B0100692 A du 26 octobre 2001 fixe, à compter du 1er janvier 2002, à 500 € toutes taxes comprises, le seuil au-dessous duquel les biens meubles ne figurant pas dans la liste sont comptabilisés en section de fonctionnement. Il précise également la liste des biens meubles constituant des immobilisations par nature, quelle que soit leur valeur unitaire.

M. LAGET propose au conseil de charger l'ordonnateur d'imputer en section d'investissement les biens meubles figurant dans la liste ci-dessous dont la valeur TTC est inférieure à 500 € et ce pour l'exercice 2014.

- Mobilier
- Ameublement : rideaux, stores, tapis, tentures
- Bureautique, informatique, monétique : calculatrice, destructeur de documents, dictaphone, massicot, microphone, tableau, titreuse, unité centrale, logiciels et progiciels, périphériques
- Matériel audiovisuel (sauf fournitures consommables) : appareil photo,
- Matériel d'exposition, d'affichage et de signalétique, drapeaux, grille d'exposition, panneau d'affichage, vitrine d'affichage, matériel de téléphonie, télésurveillance et téléalarme (sauf fournitures consommables)
- Chauffage, sanitaire : convecteur, ventilateur
- Equipement de puériculture : chauffe-biberons, lave-biberons, thermomètre électronique, chariot à linge
- Installations de voirie : mobilier urbain non scellé
- Matériel de voirie : barrière, poteaux
- Eclairage public, électricité : ballast, transformateur

- Atelier : casque, chariot de manutention, coffret d'outillage (tarauds, filières, douilles à cliquet, pince à sertir...), diable, échafaudage, établi, étau, perceuse électrique, tournevis électrique,
- Agriculture et environnement : broyeur à déchets, matériel d'entretien (aspirateur à feuilles, débroussailleuse, épareuse, scie circulaire, souffeuse à feuilles sur remorque, tondeuse à gazon, tronçonneuse...),
- Mobilier de jardin : pots, vases, vasques, motoculteur, motopompe, pulvérisateur, rouleau de jardin, scarificateur, semoir mécanique, système d'arrosage mobile (tuyaux, enrouleur, lance, robinetterie de raccordement)

Le conseil municipal entend l'exposé de M. LAGET, sur proposition de M. le maire, et après avoir délibéré :

- décide à l'unanimité d'autoriser M. le maire à imputer en section d'investissement les biens meubles figurant dans la liste ci-dessus dont la valeur TTC est inférieure à 500 € et ce pour l'exercice 2014.
- donne pouvoir à M. le maire de signer tous les actes relatifs à cette opération.

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 27 janvier 2014  
Roger CAIZERGUES  
Maire



Certifiée exécutoire compte tenu de la date :  
- d'envoi dématérialisé en préfecture le:  
- d'affichage le:

nomenclature:7.1